

Entre Mumbai et Sao Paulo, Chico Whitaker¹, l'un des principaux animateurs des Forums Sociaux Mondiaux, a fait une escale par une petite salle au fond d'un café parisien, le temps d'évoquer le devenir des forums mondiaux.

Whitaker n'est pas venu pour convaincre de l'intérêt des forums ou pour garantir que leur avenir ne souffre d'aucune hypothèque, il est venu poser simplement les acquis, les problèmes et ce qui fait débat au sein du Conseil International, la structure ayant en charge la continuité des forums et, dans une large mesure, le contenu de leurs plénières.

Quelques mots quand même sur Mumbai, par rapport à Porto Alegre : "Il y a des données nouvelles, liées aux caractéristiques mêmes de l'Inde. La principale est la présence massive

pas encore trouvé leur place dans le FSM. Ici, ils ont envahi, si je peux dire, les rues du Forum. Ils sont venus avec leur culture. Dans tous les coins du Forum se tiennent des spectacles, des manifestations artistiques. Pour nous qui ne comprenons pas leurs langues, cela peut être perçu simplement comme un spectacle, des danses, des chants, des représentations théâtrales. Mais quand on se fait traduire ce qu'ils disent, on se rend compte que le propos est très politisé. J'ai vu par exemple un petit spectacle des dalits, les intouchables - leur présence massive est en soi un événement considérable en Inde. Il s'agissait d'un chant qui était exactement de la même inspiration que le chant des canuts français du 19ème siècle. "Vous, vous avez vos idoles et vos dieux. C'est nous qui construisons leurs statues avec nos mains pour ensuite nous voir interdire de les toucher". Dans une autre pièce de théâtre, on disait : "attention, l'année prochaine il y a des élections" ".

Lors de leur dernière réunion, à Mumbai, après la cloture du FSM 2004, le débat a été animé, entre partisans d'une évolution du forum vers une structuration en mouvement et partisans du maintien en l'état de ce moment de rencontres.

Pour Whitaker, "La Charte des Principes du Forum le définit clairement comme un espace. Mais tout le monde ne pense pas et n'agit pas comme s'il n'était réellement qu'un espace, ou au moins comme si il

des mouvements populaires. Au Brésil, il nous faut bien reconnaître que nous avons surtout réussi à mobiliser les délégués et les représentants de ces mouvements. Mais les mouvements eux-mêmes n'avaient

devrait toujours demeurer un espace. [Or] les mouvements et les espaces sont des choses complètement différentes. [...] Si nous le maintenons comme un espace, il n'empêchera ni ne sera préjudiciable - bien au

Appel de l'Asse

Tradition et usages. Chaque FSM a son appel des mouvements sociaux. Voici la mouture 2004.

Nous, mouvements sociaux réunis en assemblée à Mumbai, en Inde, partageons les luttes du peuple indien, de même que celles des peuples asiatiques, et réitérons notre opposition au système néolibéral qui engendre crises économiques, sociales, écologiques et conduit à la guerre. Nos mobilisations contre les guerres et les profondes injustices sociales et économiques ont permis de démasquer le néolibéralisme.

Nous nous sommes réunis ici pour organiser la résistance et lutter pour la construction d'alternatives au capitalisme. Nos résistances, nées au Chiapas, à Seattle et à Gênes, nous ont conduits à l'immense mobilisation mondiale contre la guerre en Irak, le 15 février 2003, qui disqualifia la stratégie de guerre globale et permanente du gouvernement des Etats-Unis et de ses alliés, et à la victoire contre l'Organisation mondiale du Commerce à Cancùn.

L'occupation de l'Irak a révélé au monde entier le lien entre le militarisme et la domination économique des entreprises transnationales. Elle a en outre confirmé les raisons qui ont motivé notre détermination à nous y opposer.

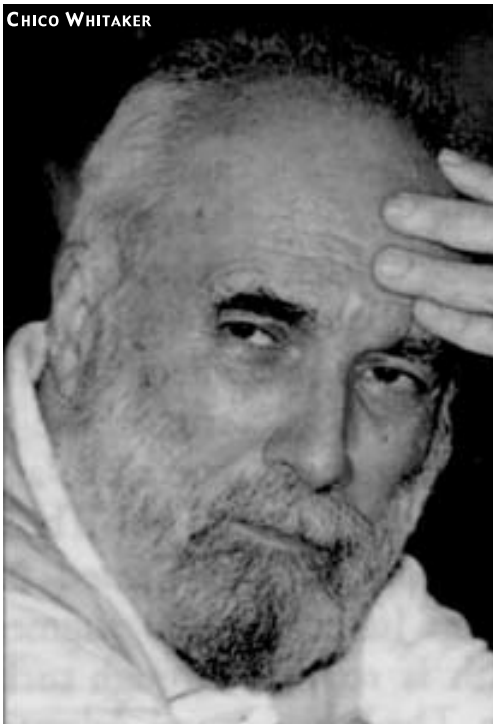
En tant que mouvements sociaux, nous réaffirmons notre engagement à lutter contre la globalisation néolibérale, l'impérialisme, la guerre, le racisme, les castes, l'impérialisme culturel, la pauvreté, le patriarcat et toutes les formes de discrimination et d'exclusion économique, sociale, politique, ethnique, de genre ou sexuelle, ainsi que notre volonté de voir respecter les orientations sexuelles et l'identité de genre de chacun(e). Nous nous opposons à la discrimination des personnes dotées de capacités différentes et des personnes souffrant de maladies incurables, en particulier celles atteintes par le virus HIV et le SIDA.

Nous luttons pour la justice sociale, le droit aux ressources naturelles (la terre, l'eau, les semences), les droits humains et citoyens, la démocratie participative, le droit des travailleurs et des travailleuses tels qu'énoncés par les traités internationaux, les droits des femmes et le droit des peuples à l'autodétermination. Nous sommes partisans de la paix et de la coopération internationale et défendons des modèles sociaux soutenables, capables de garantir les droits élémentaires et les biens et services publics aux personnes. Nous rejetons la violence sociale et patriarcale faite aux femmes.

Nous appelons à nous mobiliser le 8 mars prochain, journée internationale pour les droits des femmes.

Nous luttons contre toute forme de terrorisme, y compris le terrorisme d'Etat, de même que nous nous opposons à l'utilisation de la prétendue " lutte contre le terrorisme " pour criminaliser les mouvements populaires et les militants sociaux. Aux quatre coins de la planète, les dites lois contre le terrorisme restreignent les droits civils et les libertés démocratiques.

Nous faisons nôtre la lutte des paysans et des paysannes, des travailleurs et des travailleuses, des mouvements populaires urbains et de toute personne menacée de perdre son foyer, son travail, sa terre et ses droits. Partout se multiplient les luttes destinées à



CHICO WHITAKER

Assemblée des mouvements sociaux

empêcher les privatisations, à inverser la logique qui les promeut, et à protéger les biens communs et leur caractère public - telles les luttes menées en Europe pour défendre les retraites et la sécurité sociale. La victoire du peuple bolivien et de sa gigantesque mobilisation pour défendre ses ressources naturelles, la démocratie et sa souveraineté témoigne de la force et de la puissance de nos mouvements, alors que simultanément se développent les luttes paysannes contre les transnationales et les politiques agricoles néolibérales, avec pour exigences la souveraineté alimentaire et une réforme agraire démocratique.

Nous appelons à l'unité avec les paysans et paysannes lors de la mobilisation mondiale du 17 avril, journée internationale de lutte paysanne.

Nous nous identifions aux luttes des mouvements et organisations populaires indiens, et condamnons avec eux les forces politiques et les idéologies qui encouragent la violence, le sectarisme, l'exclusion, et le nationalisme en s'appuyant sur la religion et l'ethnicité. Nous condamnons les menaces, arrestations, tortures et assassinats de militants sociaux qui organisent les communautés dans leur lutte pour la justice globale, et nous dénonçons la discrimination fondée sur les castes, les classes, la religion, le genre, l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Nous condamnons la perpétuation de la violence et de l'oppression contre les femmes par le biais de modèles et de pratiques culturelles, religieuses et de traditions discriminatoires.

Nous soutenons les efforts des mouvements et organisations populaires qui encouragent, en Inde et en Asie, la lutte des peuples pour la justice, l'égalité et les droits humains. En particulier les luttes des Dalits, des Adivasis et des secteurs les plus opprimés et réprimés de ces sociétés. La politique néolibérale du gouvernement indien accentue la marginalisation et l'oppression sociale dont le peuple des Dalits a souffert au cours de l'Histoire et qu'il subit encore aujourd'hui. Pour toutes ces raisons, nous soutenons les luttes de tous les exclus de la planète et appelons à nous joindre à l'appel qui sera prochainement lancé par les Dalits en faveur d'une journée de mobilisation pour l'inclusion sociale.

Le capitalisme, en réponse à la crise de légitimité qu'il connaît, utilise la force et la guerre pour maintenir un ordre économique impopulaire. Nous exigeons des gouvernements qu'ils mettent fin au militarisme, à la guerre, et qu'ils mettent un terme aux dépenses militaires. Nous exigeons également la fermeture des bases

militaires nord-américaines, où qu'elles se trouvent, parce qu'elles constituent une menace pour l'humanité et la planète. Nous devons suivre l'exemple de la lutte du peuple portoricain, qui a obtenu la fermeture de la base militaire états-unienne de Vieques. L'opposition à la guerre globale reste notre terrain commun de mobilisation, partout dans le monde.

Nous appelons les citoyens et citoyennes du monde à se mobiliser le 20 mars prochain, pour une journée internationale d'opposition à la guerre et à l'occupation de l'Irak imposée par les gouvernements des Etats-Unis, de Grande-Bretagne et leurs alliés.

Les mouvements contre la guerre élaboreront leurs propres mots d'ordre et tactiques afin d'assurer la plus large participation aux mobilisations. Nous exigeons le retrait immédiat des troupes d'occupation de l'Irak et soutenons le peuple irakien dans ses droit à l'autodétermination, à la souveraineté et aux réparations pour les dommages causés par l'embargo et la guerre.

La " lutte contre le terrorisme " ne sert pas seulement de prétexte pour maintenir l'état de guerre et l'occupation de l'Irak et de l'Afghanistan ; elle est également utilisée pour menacer et agresser les peuples. Alors que parallèlement, le blocus criminel imposé à Cuba est maintenu, tout comme la stratégie de déstabilisation du Venezuela.

Nous appelons à soutenir avec force la mobilisation en faveur du peuple palestinien, et tout spécialement le 30 mars, journée de la Terre en Palestine, pour revendiquer le droit des réfugiés au retour et manifester notre opposition à la construction du mur.

Nous dénonçons l'impérialisme qui suscite à son profit les conflits religieux, ethniques, raciaux et tribaux, excitant la haine, la violence, et accentuant la souffrance des peuples - comme ce fut le cas pour plus de 80% des 38 conflits armés qui ont ensanglanté la planète en 2003, touchant principalement les peuples d'Asie et d'Afrique.

Nous dénonçons l'utilisation coercitive, par les gouvernements, les transnationales et les institutions financières internationales, de l'endettement insoutenable des pays pauvres. Nous répudions cette dette illégitime et exigeons son annulation inconditionnelle, ainsi que la réparation des dommages économiques, sociaux et écologiques, qui constitue une condition préalable à la pleine satisfaction des droits des peuples du Tiers Monde. A cet égard, nous soutenons tout particulièrement la lutte menée par les mouvements sociaux sur le continent africain.

Nous opposons notre voix aux réunions du G8, du FMI et de la Banque mondiale, principaux responsables de la spoliation des peuples.

Nous rejetons l'imposition d'accords régionaux ou bilatéraux tels que l'ALCA, le NAFTA, le CAFTA, l'AGOA, le NEPAD, l'Euro-Med, l'AFTA et l'ASEAN.

Nous sommes des millions à mener la lutte et à unir nos mobilisations contre un ennemi commun : l'OMC. Les peuples indigènes luttent contre tout brevetage du vivant et toute atteinte à la biodiversité, à l'eau, à la terre, à l'environnement, à l'éducation et à la santé. Nous sommes des millions à nous opposer à la privatisation des services publics et à partager nos luttes avec les jeunes et les étudiants qui revendiquent leur droit à l'enseignement public et à un emploi digne leur assurant un avenir sans pauvreté ni violence.

Nous appelons chacune et chacun à se mobiliser pour l'eau, droit fondamental et source de vie à écarter de toute privatisation. Nous appelons en outre à reprendre le contrôle des biens communs et des ressources naturelles qui ont été livrés aux mains des intérêts privés et transnationaux.

Lors de la bataille victorieuse de Cancun, la mort du paysan Lee a incarné la souffrance de millions d'autres paysans et celle des secteurs populaires exclus par le " libre marché ". Son immolation symbolise la détermination qui nous anime et que nous opposerons à toute tentative de ressusciter l'OMC.

L'agriculture, l'alimentation, la santé, l'eau, l'éducation, les ressources naturelles et les biens communs hors de l'OMC !

C'est avec la même détermination que nous appelons tous les mouvements sociaux du monde à se mobiliser contre la prochaine conférence ministérielle de l'OMC, qu'elle se tienne à Hong Kong ou ailleurs, et à unir nos efforts dans la lutte contre les privatisations, pour défendre les biens communs, l'environnement, l'agriculture, l'eau, la santé, les services et l'éducation.

Pour toutes ces raisons, nous réaffirmons notre ferme volonté de renforcer le réseau des mouvements sociaux, afin de renforcer notre capacité de lutte.

**Globalisons la lutte !
Globalisons l'espérance !**

n

Toujours d'Attac?

Interview de Dominique Plihon, président du Conseil scientifique d'Attac.

Rouge & Vert : La quatrième édition du FSM vient de s'achever. Quel bilan en tirez-vous ?

Dominique Plihon : L'objectif principal du FSM de Bombay a été atteint : incorporer les forces sociales de l'Inde et de cette région de l'Asie dans le mouvement altermondialiste.

Les organisateurs indiens ont parfaitement organisé ce FSM, non seulement sur le plan matériel, mais surtout en y associant de nombreuses composantes du mouvement social local. Ce FSM a permis d'élargir la base de la contestation de la mondialisation néo-libérale qui était jusqu'ici essentiellement euro-américaine.

R&V : Il s'agit du premier FSM à avoir lieu en Asie. Le FSM est-il exportable ?

D.P : Oui, l'expérience de Bombay a montré que c'était possible de transposer la formule de Porto Alegre sur de nouveaux continents. Il est normal et souhaitable que chaque FSM soit différent car il reflète nécessairement les préoccupations, la culture et les luttes du pays organisateur. Ce déplacement du FSM doit continuer. D'où l'idée d'organiser dans deux ans le FSM sur le continent africain afin de poursuivre ce processus d'élargissement entamé à Bombay.

R&V : Percevez-vous les limites de la formule "FSM" aujourd'hui ?

D.P : Les aspects positifs de la formule du FSM sont importants et doivent être préservés ; c'est un moment de rencontre et d'échange entre militants et ONG altermondialistes venant des quatre coins de la planète, c'est un moment de fête et d'expression des solidarités, c'est un moyen d'exprimer publiquement à tous nos interlocuteurs, nos adversaires et nos sympathisants, que nous existons et sommes nombreux.

Mais ces aspects positifs ne doivent pas nous cacher que la formule du FSM a atteint ses limites. Ce qui veut dire deux choses.

D'une part, il faut améliorer le fonctionnement des FSM de manière à renforcer son rôle de rencontres et de confrontation ; à ce titre, le nombre des

grandes réunions plénières avec des discours parfois " langue de bois " doit être réduit au profit des ateliers qui favorisent les échanges et le travail concret. Par ailleurs, la dimension " mémoire " des FSM doit être mieux exploitée au sens où les résultats et conclusions des débats devraient être préservés pour circuler, et constituer progressivement une sorte de savoir commun des altermondialistes.

Mais améliorer le fonctionnement des FSM n'est pas suffisant. Il faut aller plus loin, et trouver des formes d'organisation du mouvement altermondialiste qui permettent de construire des socles de propositions, dont certaines seraient issues des forums mondiaux et régionaux.

Par exemple, il serait politiquement efficace que, d'une part, nous élaborions ensemble des principes qui s'opposent radicalement à la mondialisation néo-libérale, et qui seraient les premiers fondements de cet autre monde que nous voulons (Bernard Cassen a parlé à ce sujet d'une sorte de " *Consensus de Porto Alegre* " qui s'opposerait au dogme libéral du " *Consensus de Washington* ") et, d'autre part, que chaque année le mouvement se batte pour des objectifs et des mots d'ordre communs (par exemple, le mouvement altermondialiste pourrait se battre la première année sur le thème de " *l'eau, bien public universel* "). Cela donnerait beaucoup de poids à nos luttes communes.

R&V : Au fait, un autre monde est-il possible ?

D.P : L'histoire récente a montré qu'il était dangereux et impossible de présenter une solution " clé en main " pour créer une société supposée idéale. Les progrès sociaux ont toujours été le résultat de luttes solidaires face à la minorité des oppresseurs.

Cet autre monde sera donc construit par nos luttes et par l'émergence d'un mouvement social fort à l'échelle mondiale et capable d'imposer ses principes anti-libéraux et alternatifs. Les FSM sont un moyen important, mais insuffisant, on l'a vu, de créer les conditions d'un tel changement. n

le FSM en chiffre

Ces chiffres ont été communiqués par les organisateurs.

78 000 personnes inscrites, dont 46 000 Indiens.

Les deux premières délégations étrangères sont les Allemands et les Français avec plus d'un millier de participants.

Suivent les Brésiliens et les Etats-Uniens (environ 700) talonnés par les Pakistanais, dont la présence au Forum est hautement symbolique. " Nous espérons que les Pakistanais seraient les plus nombreux, confie un organisateur. Mais c'est déjà bien ! Au 2 janvier, il n'y avait que deux visas accordés par le gouvernement indien ".

Viennent ensuite les Sri-lankais, Bangladeshis, Italiens, Sud-coréens, Tibétains et Japonais (entre 200 et 300).

Une dizaine d'Afghans sont même là. L'Afrique noire est mieux représentée qu'à Porto Alegre avec près de 300 délégués. Ils espèrent qu'en 2006, le Forum se tiendra en Afrique.

Atelier Géopolitique de la guerre et de la paix au Moyen-Orient et en asie.

Notamment pour le Moyen-Orient, dans le conflit Sharon-palestinien (il y fut décortiqué les mécanismes autour des conflits, la mise en œuvre des tactiques de contournement d'institution par exemple, par des mesures économiques parfois, d'apparence infimes mais suffisamment insidieuses pour que se développent des complicités intérieures de type mafieux: presse, commerce, droit et non-droit. En asie, Japon, Inde, Philippines, les populations sont au contact direct avec l'arrogance des militaires Etas-uniens : (les bases y sont directement sur leur sol), les polices y sont équipées juste ce qu'il faut pour réprimer, mais pas trop, "on ne sait jamais", et les "bourgeoisies" (pour faire court), sont directement complices de l'abandon de toute souveraineté (il fut un temps nommé bourgeoisie compradore). Au passage des interventions, j'ai appris que la mortalité infantile est supérieure en Inde à celle du Bangladesh!!! n

Aquaviva!



Il a été beaucoup question dans les médias de l'événement populaire qu'a constitué le quatrième Forum Social Mondial. En passant de Porto Alegre à Mumbai, les questions de l'eau sont elles aussi devenues plus populaires, plus concrètes parce que plus vitales.

Nous y avons vu des villageois de plusieurs régions d'Inde, privés de leur eau parce que Coca Cola la puise pour sa fabrique puis rejette des produits toxiques dans la nappe phréatique, nous y avons croisé des femmes africaines venues nous expliquer que pour aller chercher l'eau au puits, elles doivent parcourir chaque jour 6 Km et que leurs filles qui les accompagnent ne peuvent aller à l'école, nous y avons rencontré aussi, quelques jours avant à New Dehli qui accueillait un Forum Populaire Mondial de l'Eau, les " guerriers " de l'eau venus nous raconter leur combat contre la casse de leur service public de l'eau pourtant performant et la volonté de mainmise de leur réseau de distribution par Suez avec l'accord de la municipalité et nous avons entendu les délégués de Manille dénonçant l'augmentation de 400% du prix de l'eau après la privatisation.

En fait, à Mumbai nous avons " vu et croisé " ce quart de l'humanité toujours privé d'eau et nous y avons vu planer cette terrifiante réalité des 30 000 personnes qui meurent chaque jour d'une eau polluée. Cela illustre l'échec des organismes internationaux qui, depuis des décennies, " tentent " de faire respecter les droits de l'Homme, droits politiques, droits économiques et droits sociaux. C'est pourquoi, depuis plusieurs rencontres planétaires -dont l'Université de l'eau du Conseil général du Val-de-Marne-, un mouvement se mobilise partout à travers le monde pour que l'eau devienne un droit humain. Toutes ces rencontres qui affirment que l'eau n'est pas une marchandise qui peut se vendre ou s'acheter et qu'aucune personne ne peut en être propriétaire montrent aussi que nous avons tous une responsabilité collective.

Le FSM de Mumbai était donc une nouvelle occasion d'apprendre et partager avec les dizaines de milliers de participants, notamment ceux des

pays du Sud, le rôle important que l'humanité doit jouer pour sauvegarder ce patrimoine commun. Au centre des débats auxquels participait une forte délégation européenne, mais aussi dans les allées du forum, deux questions étaient présentes avec force : Celle de la prédominance des multinationales de l'eau et celle du rôle de certains Etats qui, loin de tenir les promesses faites lors de leurs multiples sommets, privent au contraire des populations entières de ce droit fondamental de l'accès à l'eau. En fait, à travers la façon dont nous considérons l'eau et dont nous organisons sa gestion et sa protection, il y a des conceptions philosophiques, idéologiques et politiques qui s'affrontent et, par sa spécificité, l'eau a un effet " loupe " sur ces affrontements.

Ainsi, cela dessine deux mondes différents : d'une part, celui de ceux qui considèrent l'eau comme un besoin et une marchandise et qui admettront qu'une partie de l'humanité soit privée d'eau, de l'autre, celui de ceux qui considèrent l'eau comme un droit humain et un bien commun et qui, au contraire, se mobiliseront pour que chacun ait accès à cette source de vie.

Peut-on faire l'impasse sur ce choix ?

Bien sûr, les grands majors de l'eau, Vivendi et Suez, nous disent à grand renfort de déclarations dans la presse que leur but est l'eau pour tous, mais comment les croire quand elles parlent en même temps de vendre cette activité à d'autres multinationales parce que les populations à qui cette eau était destinée ne sont pas solvables et comment les croire quand on sait en plus qu'avec l'argent de l'eau ils se sont aussi appropriés les déchets, les parkings, les cliniques, les pompes funèbres, les parcs de loisirs, le téléphone, le net, des chaînes de télévision et des maisons d'édition.

Dés lors, comment prétendre rendre possible l'autre monde si on ne s'attaque pas concrètement à la toute puissance de ces multinationales qui sont aux manettes de la mondialisation capitaliste ?

Il y a chez nous une bataille à déclencher dès maintenant pour un proces-

sus de dé-privatisation de l'eau par un retour en régie directe puisque la France a le triste privilège d'être le pays qui veut exporter ce modèle de partenariat Public/privé en matière de gestion et de distribution de l'eau. C'est le sens d'un Appel international aux Maires de France lancé par de nombreux militants de l'eau l'an passé et qui a beaucoup fait parler à l'occasion de ce Forum Social Mondial. En effet, ce retour serait le moyen de faire baisser la facture d'eau des usagers, de desserrer l'étau que ces entreprises exercent sur la vie locale et nationale, il serait aussi l'expression concrète d'une solidarité vis à vis de tous ceux qui à travers le monde se battent face à ces multinationales.

Je crois que ce retour en gestion publique de l'eau répond à une nécessité avancée de civilisation, tout comme l'idée, même si elle suscite encore interrogation et réticence, d'inventer un service public mondial de l'eau donnant crédit au rêve de faire monde ensemble d'un bout à l'autre de la planète en nous entraînant.

Et puis Mumbai a aussi été l'occasion avec Madame Danielle Mitterrand de faire progresser l'idée qu'il pourrait être possible aussi, pour satisfaire ce besoin vital, de prendre l'argent des armes pour le consacrer à la vie.

Quand on sait en effet les sommes " dérisoires " qu'il faudrait pour satisfaire ce besoin vital, au regard des sommes " effarantes " destinées aux armes (1 100 milliards de dollars par an), est-il moral de ne pas consacrer les 11 milliards de dollars par an qui suffiraient pour apporter de l'eau potable et l'assainissement respectivement au quart de l'humanité et à la moitié de l'humanité qui n'en ont pas !

Bien sûr, cela ne va pas de soi, bien sûr, beaucoup s'interrogent sur cette idée, mais ne peut-on imaginer de voir tous ceux qui, hier, se sont mobilisés contre la guerre en Irak et pour la paix, se mobiliser demain pour que 1% de l'argent des armes soit alloués à la vie ?

L'eau a ainsi un pouvoir magique supplémentaire, puisqu'elle nous permet de mettre en actes nos idées les plus belles.

Jacques PERREUX